



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

taux

Question écrite n° 46862

## Texte de la question

M. Frédéric Cuveillier attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur l'application de la TVA à 5,5 % pour les travaux d'urgence réalisés par les entreprises du paysage, qualifiées et spécialisées en élagage et abattage des arbres. En effet, suite à la tempête du 24 janvier dernier, de nombreux travaux d'urgence sont à effectuer : des arbres dangereux, tombés sur les maisons ou menaçants, doivent être abattus ou élagués. Or, en l'absence de directives précises, de nombreuses entreprises du paysage s'interrogent sur les possibilités d'appliquer la TVA à 5,5 % pour les travaux d'urgence réalisés sur les arbres dangereux, menaçant les locaux d'habitation ou ceux liés aux activités des entreprises. De plus, l'évolution de la réglementation sur les travaux d'urgence en espaces verts laisse apparaître une distorsion de concurrence subie par les entreprises du paysage, notamment par rapport aux entreprises du secteur du bâtiment. Afin de répondre à une attente légitime, il lui demande si le Gouvernement entend inscrire prochainement les travaux d'urgence en espaces verts à la liste des travaux bénéficiant de la TVA réduite, tout comme cela a été le cas suite à la tempête de 1999.

## Texte de la réponse

L'article 279-0 bis du code général des impôts soumet au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans à l'exception notamment des travaux d'aménagement et d'entretien des espaces verts, lesquels demeurent soumis au taux normal. Un rescrit n° RES 2009/10 publié le 24 février 2009 sur le portail fiscal « [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) » précise les conditions dans lesquelles le taux réduit de TVA prévu à l'article 279-0 bis précité s'applique aux travaux d'abattage, de tronçonnage, d'élagage et d'enlèvement des arbres situés aux abords directs des locaux à usage d'habitation. Ainsi, lorsque les travaux d'abattage, de tronçonnage, d'élagage et d'enlèvement des arbres constituent le préalable nécessaire à des travaux d'entretien, même lorsque ces derniers sont réalisés par le client lui-même, portant sur des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans (locaux affectés à l'habitation proprement dits mais également dépendances usuelles, voies d'accès principales à l'habitation, murs de clôture et portails), ils n'ont pas la nature de travaux d'aménagement et d'entretien des espaces verts. Ils relèvent donc à ce titre du taux réduit appliqué aux travaux d'entretien même s'ils sont le cas échéant réalisés par un prestataire distinct. Ces dispositions ne sont donc pas de nature à créer des distorsions de concurrence entre les différents intervenants. Par ailleurs, si les travaux d'entretien entrepris sur les locaux d'habitation ont la nature de travaux d'urgence en ce qu'ils s'avèrent nécessaires pour maintenir ou rendre au logement une habitabilité normale (cf. § 147 à 153 de l'instruction publiée au Bulletin officiel des impôts (BOI) 3 C-7-06 du 8 décembre 2006 s'agissant notamment de l'application du taux réduit quelle que soit l'ancienneté des locaux), le taux réduit s'applique dans les mêmes conditions aux travaux portant sur les arbres. Il est rappelé en revanche que demeurent exclus du taux réduit les travaux d'abattage, de tronçonnage, d'élagage et d'enlèvement des arbres situés dans les espaces verts attenants aux habitations tels que jardins et allées de jardins (cf. § 121 à 123 du BOI déjà cité) qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des travaux afférents aux locaux d'habitation précédemment décrits. Tel est le cas de la

prestation d'abattage d'un arbre menaçant de tomber sur les locaux d'habitations ou leurs dépendances usuelles ou dans les jardins attenants.

## Données clés

**Auteur** : [M. Frédéric Cuvillier](#)

**Circonscription** : Pas-de-Calais (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 46862

**Rubrique** : Tva

**Ministère interrogé** : Économie, industrie et emploi

**Ministère attributaire** : Économie, industrie et emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 14 avril 2009, page 3432

**Réponse publiée le** : 23 juin 2009, page 6162